

tural circumstances. She argues that kinship ties came to bear differently in the Athabasca region than in Red River due to differences in the geographical landscape, the late arrival of Catholic missions, and the delayed introduction of treaties and scrip in the Athabasca region. For Devine, this resulted in the settlement of the Métis in Red River and the Qu'Appelle Valley, while those in the Athabasca region who did not become deeply and inextricably interwoven with the Aboriginal communities became scattered or lived on the fringes of reserves in poverty. This argument may generate serious debate in the contemporary political sphere, where the nuances of identity and its historical origins can have very real implications regarding land claims, rights, and compensation.

A book as ambitious in scope and as profound in its conclusions as this one is bound to raise several points of contention. Devine has done an excellent job of merging her genealogical study with the broader historical narrative, and those familiar with Canadian fur trade, Aboriginal, and western history will find numerous points of reference. Despite this, at times the names and lineages become too detailed. The book provides an Internet link to view the genealogical information; however, a few tree diagrams would have been an invaluable addition. Secondly, one sometimes wonders how far kin relations extended. In many cases these were highly transient people, but how far down the family tree did the obligations go, and were there geographical limits? This is something that is never truly defined. Finally, this book deals heavily with motivation: the motivation to move from Europe to New France; to settle; to enter the fur trade; to marry into Aboriginal families; to migrate to the south and north-west; and finally to identify as a group. Can the Desjarlais family, and the motivations of its family members, represent mixed-blood populations? Devine explains at several points throughout the book that the Desjarlais were exceptions in terms of their stature and success in the Athabasca. How, then, can they serve as a model for the whole? Early modernists might take exception with 300 years of European history being summarized in five pages, while New France and pre-Confederation Quebec historians may take issue with Devine's interpretation of the motivation behind entering the fur trade and leaving for the *pays d'en haut*. Neither point takes away from this strong piece of academic scholarship that proposes an innovative and highly multidisciplinary approach. From a useful glossary of terms to the detailed appendices and notes, this book provides insights for students and teachers alike and will undoubtedly prompt a reassessment of our historical understanding of the fur trade, Aboriginals, and the West.

Robert Englebert
University of Ottawa

DUFOUR, Andrée, et Micheline DUMONT — *Brève histoire des institutrices au Québec de la Nouvelle-France à nos jours*. Montréal, Boréal, 2004, 220 p.

L'image de la maîtresse d'école, de l'enseignante ou de l'institutrice est constante dans l'évolution de l'éducation des jeunes Québécois et Québécoises. Le souvenir

d'une ou de plusieurs institutrices a manifestement marqué les premiers apprentissages à la lecture et à l'écriture des écolières et des écoliers de Gaspé, Montréal, Trois-Rivières, Aylmer, Sherbrooke et Québec. Les femmes ont profondément imprégné de leur savoir-faire, de leur débrouillardise, de leur professionnalisme, mais aussi d'une pensée féministe, le système d'éducation québécois. L'émergence du métier d'institutrice au XVII^e siècle, la laïcisation des enseignantes, la professionnalisation du corps enseignant jusqu'à l'encadrement des stagiaires universitaires dans les écoles élémentaires, en ce début de XXI^e siècle, nous sont racontées dans cet ouvrage de synthèse sur la *Brève histoire des institutrices au Québec de la Nouvelle-France à nos jours*.

Sur plus de trois siècles, les historiennes Andrée Dufour et Micheline Dumont, respectivement spécialistes de l'histoire de l'éducation et de l'histoire des femmes, nous font découvrir l'évolution du système d'éducation au Québec en rendant hommage à toutes les institutrices, religieuses ou laïques, francophones ou anglophones, qui ont voué quelques années ou toute leur existence à l'instruction des enfants de la province. C'est aussi la longue route parcourue par des centaines et des centaines d'institutrices pour faire reconnaître la légitimité de la présence des femmes dans l'enseignement primaire, au sein d'un univers que les autorités désiraient masculin.

Au cœur des préoccupations des auteures se trouve le désir de signaler la contribution essentielle des institutrices dans le développement du réseau d'enseignement au Québec. Ursulines et ensuite laïques, elles ont été, dès le premier tiers du XIX^e siècle, majoritaires au niveau de l'enseignement primaire. « Dans la majorité des pays occidentaux, les instituteurs sont plus nombreux au moment où on implante les systèmes d'éducation, et la domination des institutrices y apparaît beaucoup plus tardivement » (p. 194). Fait exceptionnel, nous apprennent Dufour et Dumont, mais encore plus intéressants sont les motifs qui animent les femmes à devenir institutrices. L'enseignement est un des rares moyens pour les femmes de gagner leur vie ou celle de leur famille et qui est nettement mieux valorisé que le travail domestique. Les historiennes soumettent même l'hypothèse que les institutrices bénéficient d'un épanouissement personnel et professionnel.

Il ne faudrait toutefois pas croire que cette avenue professionnelle pouvait être empruntée aussi simplement et librement qu'il n'y paraissait. De l'œuvre éducative de Marie de l'Incarnation et de Marguerite Bourgeoys jusqu'à la professionnalisation du métier d'enseignante au primaire, les institutrices ont dû faire reconnaître leur place légitime au niveau de l'enseignement, mais également leurs droits sur le territoire de l'éducation. Cet éveil professionnel des institutrices, initié par l'action syndicale de Laure Gaudreault au début du XX^e siècle, va permettre aux institutrices, honteusement exploitées, de faire reconnaître au sein du ministère de l'Instruction publique qu'elles sont devenues des praticiennes incontestées de l'enseignement primaire.

Cependant, cette reconnaissance tarde à s'infiltrer au sein de la profession et de la société québécoise en général. « La discrimination est inscrite au cœur des conditions de travail des institutrices » (p. 112). Marginalisée dans un ghetto d'emplois féminins qui reflète bien les conditions des femmes sur le marché du travail, la car-

rière d'institutrice a longtemps été considérée comme une occupation provisoire avant le mariage plutôt qu'une réelle profession. L'image maternelle de l'institutrice, davantage exploitée que celle de la professionnelle de l'enseignement, explique en partie les conditions de travail et de vie particulièrement difficiles de toutes ces femmes qui ont exercé le métier d'institutrice et cela jusqu'au début des années 1960. Les institutrices ont été jugées d'incapables auprès des garçons et des adolescents, un mauvais exemple pour leurs élèves si elles étaient enceintes, soumises à un statut économique précaire comparativement à leurs collègues masculins, inévitablement en concurrence avec les institutrices religieuses et tenues à l'écart des postes de responsabilité. Néanmoins, la profession d'institutrice a continué d'exercer un attrait tout particulier chez les jeunes femmes et cela jusqu'en 1965, quand de nouvelles possibilités d'emplois se sont offertes à elles.

L'affirmation d'une profession féminine, à la fin du siècle dernier, est maintenant bel et bien tangible. « Formées à l'université et devenues professionnelles, les institutrices sont dorénavant les maîtresses d'œuvre de l'école primaire » (p. 199). Outre l'avancement salarial dont a bénéficié la gent féminine au sein de cette profession, le contexte global, dans lequel les institutrices évoluent en ce début de XXI^e siècle, ne s'est toutefois pas réellement amélioré. Les institutrices d'aujourd'hui font face à plusieurs contraintes administratives et pédagogiques, à de nombreux conflits syndicaux et à d'indubitables critiques. Elles doivent désormais composer avec de nouvelles valeurs sociales, négocier avec la violence physique et verbale et ne s'attendre qu'à très peu de considération de la part des enfants, des parents et des collègues. « L'enthousiasme avec lequel les étudiantes choisissent cette option professionnelle n'en est que plus paradoxal » (p. 200).

Cette *Brève histoire des institutrices au Québec de la Nouvelle-France à nos jours* est un gain incontestable pour l'historiographie québécoise et canadienne. Dufour et Dumont tracent l'évolution d'une profession féminine, longtemps marginalisée, qui a su s'ancrer solidement sur le territoire de l'éducation au Québec. Cette étude sur la longue durée permet de rendre compte de la complexe expérience des femmes qui ont œuvré dans le secteur de l'enseignement primaire. Le rôle des institutrices a été et demeure essentiel dans la délicate tâche d'initier les jeunes enfants à l'apprentissage scolaire. Cependant, le corpus de l'ouvrage n'a, à l'évidence, pas permis aux deux historiennes d'approfondir ce qui relève des sentiments, des émotions et des plaisirs, de cet univers féminin et d'en illustrer la magie et l'enchantement, autant d'éléments qui auraient pu nous aider à comprendre l'essence même de l'épanouissement personnel et professionnel que pouvait procurer le rôle d'institutrice. Le vécu de ces femmes dans leur classe entourées d'enfants nous échappe. Quelques particularités historiques sur les relations humaines, centrales dans la pratique de ce métier, auraient assurément enrichi la lecture de cette synthèse. Ces petits détails, caractéristiques des rituels scolaires, et qui sont absents de l'ouvrage, auraient permis à un lectorat éclectique – celui-là même visé par la collection – d'aller au-delà de représentations encore trop stéréotypées. Il manque de petits détails qui auraient permis à cette brève histoire des institutrices de s'inscrire dans l'historiographie comme une œuvre d'histoire publique et de séduire tous les enfants

devenus grands gardant précieusement dans leur mémoire le souvenir des Sœur Monique, Madame Saumure, Mademoiselle Estelle...

Marie-Claude Thifault
Université de Hearst

FUESS, Harald — *Divorce in Japan: Family, Gender, and the State, 1600–2000*. Stanford, CA: Stanford University Press. 2004. Pp. xiv, 226.

In the first extensive work in English documenting the history of divorce practices in Japan, Harald Fuess shows how divorce is interrelated with issues and ideals of gender, family, state, and society. Fuess presents statistical data on divorce in different regions of Japan over four centuries, from 1600 to 2000. He explores personal stories of divorce, insights revealed through popular culture, and diaries mentioning divorce written by foreigners encountering Japan. I welcome this book as one that provides an essential exploration of divorce in Japan, revealing the falsity of steadfastly held myths about traditional Japanese family relations.

Japan is frequently held up, by those lamenting divorce, as a country where traditionally divorce was rare, and it is often contrasted with the United States, considered a country of easy divorce. I have long been aware that, as Fuess documents, the rate of divorce was extremely high in Japan in the late 1800s — much higher than in the United States. So strong is the myth that in Japan divorce was unusual and that Americans divorce readily, however, that students, including Japanese students, express disbelief that the divorce rate in Japan was at any time higher than in the United States.

Fuess shows that traditionally the family was of paramount importance in Japan, but, precisely for this reason, marriage was not. In contrast to countries such as Canada and the United States, where the family is built around the relationship between a married couple, in Japan the family ideal was historically constructed around the household lineage. This presentation shows that divorce is not necessarily a result of breakdown in personal relations between two people. Fuess documents cases in which parents initiated a divorce against the wishes of both husband and wife.

When Japan began to open up to western contact at the beginning of the Meiji Era (1868–1910), westerners were stunned by the prevalence of divorce and saw it as reflecting the low status of women in Japan. Fuess argues this was a one-sided and culturally biased view. A high divorce rate was partly the result of tolerance for trial marriage. Since the relationship was embedded within a larger system of family and neighbourhood alliance networks, if these did not work smoothly, the couple would divorce and each would likely enter some other future marriage. No particular stigma attached to either of them, and there was no particular social emphasis on female virginity, common in North America at the time, to prevent women from remarriage. The book reveals that, contrary to stereotypes, North American society tended much more toward the puritanical in marriage and family relationships, while a sort of pragmatism prevailed in Japan. Ironically, the historic tolerance for